

inflation - chômage - repression même politique

Longtemps « limitée » au domaine économique (inflation, échanges extérieurs, spéculation monétaire), la crise du système capitaliste atteint aujourd'hui une toute autre ampleur : elle se développe avec rapidité et en profondeur dans le domaine social et ébranle toute la politique.

Sur le plan social, c'est évidemment la progression rapide du chômage qui frappe d'abord. En un an les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté de 28 % tandis que les offres d'emploi ont diminué de 30%. Officiellement, le nombre de chômeurs dépasse désormais 500 000 : en fait il se situe autour de 700 000, soit environ 3,2% de la population salariée. Mais cette crise de l'emploi ne ressemble en rien aux crises d'autrefois.

C'est une crise en grande partie voulue, tant par le grand patronat que par le pouvoir. Par le grand patronat qui se restructure en développant en priorité certains secteurs de pointe (industries nucléaires, industries d'armement, informatique), tout en écrasant des industries même importantes mais plus traditionnelles ainsi que de nombreux sous-traitants.

Par le pouvoir qui sacrifie délibérément les Charbonnages comme l'aviation civile, les équipements collectifs comme les services publics. Déjà à l'automne 1963, le « plan de stabilisation » de Giscard d'Estaing n'avait pas d'autre but que de permettre une meilleure utilisation de l'inflation par les capitalistes en développant un « volant de chômage » suffisant.

C'est pourquoi nous ferions une grave erreur en négligeant ou même en sous-estimant l'aspect politique de cette crise. Cet aspect est inséparable de la répression qui se prépare. De ce point de vue les propos scandaleux du Prince Poniatowski sur le carac-

tère « fascisant » du P.C.F., la dénonciation par le porte-parole de Giscard d'Estaing de la « politisation tout à fait exceptionnelle » par la C.G.T. et le P.C.F. des grèves actuelles, les menaces enfin de Chirac lui-même contre les syndicats, constituent un ensemble cohérent et grave.

Face à ces menaces, il faut réagir, il faut riposter. Mais, pour cela, il ne suffit pas de défendre le bien-fondé des revendications ouvrières, il ne suffit pas de dénoncer la politique gouvernementale. Les paroles, même les plus justes, restent du vent tant qu'elles ne traduisent pas la réalité d'actions concrètes. Pour cela, il faut toujours éviter de se battre sur le terrain choisi par l'adversaire de classe. C'est ainsi que les postiers, tout en luttant pour leurs salaires — c'est essentiel — ont parfaitement compris qu'en se battant sur la durée et les conditions de travail, sur les effectifs, ils portent des coups là où ça fait mal. En ce sens, la lutte des postiers comme celle des fonctionnaires de la Caisse des Dépôts, des auxiliaires de l'Education nationale, des cheminots et des électriciens permettent de poser les problèmes politiques sous leur vrai jour. Le mérite immense de ces luttes, c'est de transformer la tactique habituelle (« défense » du pouvoir d'achat, « défense » de l'emploi) en une stratégie offensive où tout succès — même partiel — dans un secteur donné entraîne presque forcément des succès plus vastes dans d'autres branches industrielles.

Ne nous faisons pas d'illusion ; il s'agit là d'un travail de longue durée. Mais, si nous commençons avant le Congrès, ce ne serait peut-être pas plus mal. Non ?

André BARJONET